

Cahiers Odena

Au croisement des savoirs

Cahier n° 2014-02

Les Autochtones et la ville : enjeux, défis et pistes de solution à Chibougamau

**Une journée de réflexion collective afin
de promouvoir l'action concertée et les
initiatives partenariales**

Rolando Labraña, Catherine Couturier,
Jo-Ann Toulouse, Carole Lévesque

Chibougamau et Montréal 2014



REGROUPEMENT
DES CENTRES D'AMITIÉ
AUTOCHTONES DU QUÉBEC



Réseau de recherche et de connaissances
relatives aux peuples autochtones

INRS
Université d'avant-garde



Cahiers ODENA. Au croisement des savoirs

Cahier ODENA n° 2014-02. Synthèse de l'atelier

Titre : *Les Autochtones et la ville : enjeux, défis et pistes de solution à Chibougamau*

Une journée de réflexion collective afin de promouvoir l'action concertée et les initiatives partenariales

Auteurs : Rolando Labraña, Catherine Couturier, Jo-Ann Toulouse, Carole Lévesque

Éditeur : Alliance de recherche ODENA, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

Lieu de publication : Montréal

Date : 2014

Rolando Labraña

Agent de recherche, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société

Catherine Couturier

Agente de recherche, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société

Jo-Ann Toulouse

Directrice générale, Centre d'amitié Eenou de Chibougamau

Carole Lévesque

Professeure, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société

Éditique

Céline Juin, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

Révision linguistique

Catherine Couturier, INRS, Centre Urbanisation Culture Société

Diffusion

DIALOG. Le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones

Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société

385, rue Sherbrooke Est

Montréal, Québec, Canada H2X 1E3

reseaudialog@ucs.inrs.ca

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

225, Chef Max Gros Louis

Wendake, QC G0A 4V0

infos@rcaa.qc.ca

Organisme subventionnaire

L'Alliance de recherche ODENA est subventionnée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

Université d'accueil du Réseau DIALOG et de l'Alliance de recherche ODENA



ISSN : 2291-4161 (imprimé)

ISSN : 2291-417X (en ligne)

Dépôt légal : 2014

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada



L'Alliance de recherche ODENA, à l'avant-garde de l'innovation sociale, offre des avenues alternatives dans la compréhension et la réponse aux défis individuels et sociétaux des Premiers Peuples au sein des villes du Québec. ODENA réunit des représentants de la société civile autochtone et des chercheurs universitaires engagés dans une démarche de coconstruction des connaissances afin d'améliorer la qualité de vie des Autochtones des villes et de renouveler les relations entre les Premiers Peuples et les autres citoyens du Québec dans un esprit d'égalité et de respect mutuel.

ODENA est une initiative conjointe de DIALOG — Le réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones et du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec; elle est financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (Programme des Alliances de recherche universités-communautés, 2009-2014). Nouvelle alliance de recherche partenariale et interdisciplinaire, ODENA vise à soutenir le développement social, économique, politique et culturel de la population autochtone des villes québécoises et à mettre en valeur l'action collective des centres d'amitié autochtones du Québec. Cette alliance privilégie la recherche de proximité, le partage continu des savoirs et leur inscription directe dans les initiatives de reconstruction sociale mises de l'avant par les instances autochtones concernées. Les chercheurs et partenaires autochtones de l'Alliance ODENA entretiennent quatre objectifs de recherche et d'action :

- Tracer un portrait d'ensemble de la situation sociale, économique, culturelle, politique et juridique des Autochtones des villes afin de se doter de nouveaux indicateurs et de nouveaux mécanismes pour planifier l'action.
- Caractériser et évaluer, à l'échelle de chacun des centres, les pratiques et les programmes afin de modeler l'offre de services et de renforcer les capacités.
- Comprendre les défis actuels en matière de pauvreté, de santé, de racisme, de discrimination, d'exclusion, d'inégalité et d'insécurité afin de diversifier et de consolider les interventions en développement social.
- Identifier les conditions d'une nouvelle participation citoyenne et mettre en valeur l'action collective autochtone.

Partenaires | Partners



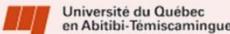
INRS
Université d'avant-garde



DIALOG
Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones
Aboriginal Peoples Research and Knowledge Network



REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC



Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue



CICO CENTRE INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE COMPARÉE



Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or



Val-d'Or Native Friendship Centre



Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles



Centre d'amitié autochtone du Saguenay



Centre d'amitié Eénoù de Chibougamau



Centre d'amitié autochtone de Lanaudière



Centre d'amitié autochtone de Montréal



Centre d'amitié autochtone de La Tuque



Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre



NATIONAL ASSOCIATION OF FRIENDSHIP CENTRES



| Table des matières |

Introduction	1
Section 1 : Le Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	7
1.1 Présentation	7
1.2 Les principaux dossiers du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	9
Section 2 : La rencontre des partenaires du 20 mars 2014	11
2.1 Allocution d'ouverture	11
2.2 La mission et le rôle des centres d'amitié autochtones	12
2.3 Échange sur la mission du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau.....	17
2.4 Présentation des travaux de recherche de l'Alliance ODENA	21
2.5 Tour de table avec les partenaires	24
Dernier tour de table.....	31
ANNEXES	33
Annexe A : Participants Participantes.....	34
Annexe B : Fiches d'information.....	35



| Introduction |

Mise en contexte

Ce document rend compte de la rencontre des partenaires du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau qui s'est tenue le 20 mars 2014, au Club de golf de Chibougamau-Chapais. Plusieurs instances locales, régionales et nationales ont participé à la rencontre, notamment le Centre local d'emploi de Chibougamau, le Centre de femmes Les Elles du Nord, le Centre jeunesse du Saguenay–Lac-Saint-Jean, le Service des ressources éducatives de la Commission scolaire de la Baie-James, la Maison Oxygène–Raymond-Ross et le Réseau Hommes Québec, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, l'Office municipal d'habitation de Chibougamau, la Sûreté du Québec, la Ville de Chibougamau, l'Alliance de recherche ODENA, le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ), ainsi que le Centre d'amitié Eenou de Chibougamau (CAEC).

Le but de la rencontre était de s'instruire de la vision des acteurs concernés et impliqués, à un titre ou à un autre, dans les services offerts aux Autochtones dans la ville de Chibougamau. Outre les membres du personnel du RCAAQ et du CAEC, de nombreux intervenants étaient présents lors de cette journée, notamment le directeur général de la ville de Chibougamau, des représentants du milieu scolaire, du milieu de l'emploi, et des représentants des instances gouvernementales.

La rencontre des partenaires s'est déroulée dans le cadre des Forums de la Stratégie fédérale pour les Autochtones en milieu urbain (SAMU; voir page 6 pour une présentation plus détaillée). Durant cette journée, les participants ont identifié et discuté des enjeux et des défis auxquels font face les instances de Chibougamau afin d'offrir des services de qualité à la population autochtone. Ils ont également fait état des pistes de solution pour établir des ententes de collaboration avec le Centre d'amitié Eenou de Chibougamau afin d'améliorer l'offre de services existante.

Les grands objectifs de la journée

- Mettre en valeur l'action collective des centres d'amitié autochtones au Québec, notamment du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau;
- Faire connaître la réalité des Autochtones à Chibougamau, à partir des données recueillies par l'Alliance de recherche ODENA;
- Réunir diverses instances de Chibougamau concernées par la présence de la population autochtone dans la ville;
- Connaître la vision de partenaires du CAEC quant aux enjeux qui affectent cette population autochtone.

Contenu du rapport

Ce rapport se divise en deux sections. La première met en lumière l'action du Centre d'amitié Eenu de Chibougamau en présentant notamment deux de ses principaux dossiers. La deuxième partie porte directement sur la rencontre des partenaires; on y trouvera un compte rendu des présentations du RCCAQ, du Centre d'amitié Eenu de Chibougamau, et de l'Alliance de recherche ODENA. La parole et les propos des participants ont également été consignés dans cette deuxième section.



La rencontre des partenaires, 20 mars 2014. Crédit photo : Rolando Labrana

La population autochtone dans les villes du Québec

Une cinquantaine de villes comptent de nos jours une population autochtone relativement nombreuse, parmi lesquelles on retrouve de grands centres et des pôles régionaux tels que Montréal, Québec, Trois-Rivières, Gatineau, Baie-Comeau, Val-d'Or et Saguenay. Seize fois plus importante en 2008 qu'elle ne l'était en 1980, cette population urbaine s'est accrue en moyenne de 70 % entre 2001 et 2006 et représente plus de 60 % de la population autochtone totale de la province. Dans une ville comme Val-d'Or, la population autochtone a augmenté de 270 % entre 1996 et 2006 (Statistique Canada 2008). C'est également une population diversifiée puisqu'elle se compose de personnes issues des Premières Nations, du peuple inuit et du groupe métis. Tous groupes confondus, il est possible d'estimer en 2014 qu'au moins 80 000 personnes autochtones résident, de manière temporaire ou permanente, dans les villes et villages du Québec; quelque 70 % se retrouveraient en région alors que Montréal et Québec accueilleraient 30 % d'entre elles.

Ce chiffre de 80 000 personnes correspond approximativement à 60 % de la population autochtone totale du Québec. Il a été estimé à partir des données suivantes agrégées : 1) la somme des personnes qui ont déclaré une identité autochtone (Indiens des Amériques, Métis et Inuit) lors du recensement canadien de 2006 (108 425 personnes); la population des communautés autochtones qui n'ont pas répondu au recensement de 2006, estimée à partir des données du Registre des Indiens du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (quelque 25 000 personnes). Le 60 % correspond grosso modo à la proportion moyenne canadienne de la population autochtone qui ne réside pas sur réserves; dans le cas du Québec, cette proportion est souvent estimée à la baisse compte tenu des difficultés liées à l'enregistrement. Par ailleurs, ces estimations ne tiennent pas compte d'une population autochtone « flottante » qui échappe aux diverses compilations démographiques et que l'on peut estimer approximativement entre 15 000 et 25 000 personnes. De plus, à la faveur de la mise en application de la *Loi sur l'équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens* (2010), le dénombrement de la population autochtone du Québec et du Canada dans les villes a été modifié à la hausse.

Source : Lévesque Carole et Édith Cloutier. 2013. Les Premiers Peuples dans l'espace urbain au Québec : trajectoires plurielles, in S. Gervais, M. Papillon et A. Beaulieu (dir.), *Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord* : 281-296. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

La population autochtone à Chibougamau

- **Entre 1996 et 2001, la population autochtone de la ville de Chibougamau a augmenté de 50 %:** cette population se chiffrait à 105 en 1996 alors qu'on dénombrait à 145 personnes en 2001. Elle est demeurée stable entre 2001 et 2006.

Note : On trouvera des informations statistiques plus détaillées dans la section 2 du présent document.

La Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain

Élaborée en 1997 pour une première mise en œuvre dès 1998, la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain (SAMU) a été renouvelée une première fois en 2007 pour une période de 5 ans avec un budget de 68,5 M\$. Cet élargissement, à la fois en termes de mandat et de crédits, fut justifié par la nécessité de répondre aux besoins croissants des Autochtones résidant dans les villes. Il s'agit en effet de l'objectif ultime de la SAMU, qui vise à réduire l'écart de niveau de vie entre les Autochtones et les autres Canadiens. Concrètement, et dans un premier temps, le budget de la SAMU a surtout servi à soutenir des projets pilotes de partenariat dans huit grands centres urbains identifiés en 1998 (Vancouver, Calgary, Edmonton, Saskatoon, Regina, Winnipeg, Toronto et Thunder Bay). En 2012, son mandat a été prolongé pour deux autres années (27 M\$) (AADNC 2013), ce qui a permis notamment d'ajouter Montréal aux villes précédemment ciblées. Longtemps administrée par le Bureau de l'interlocuteur fédéral (BIF), la SAMU est aujourd'hui placée sous la responsabilité du ministère des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC), qui gère trois volets du Programme des Autochtones anciennement administrés par Patrimoine Canada, à savoir le Programme des centres d'amitié autochtones, Connexions culturelles pour la jeunesse autochtone et Jeunesse Canada pour les Autochtones en milieu urbain.

La SAMU se présente aujourd'hui comme un « outil de collaboration entre le gouvernement fédéral et les autres gouvernements, la collectivité autochtone urbaine et les divers intervenants » avec comme finalité d'« améliorer les connaissances et les compétences pratiques des Autochtones vivant en milieu urbain et des collectivités autochtones urbaines de façon à leur permettre de tirer profit des possibilités économiques » (AADNC 2013 : 44). Parce que sa formule partenariale repose sur l'implication d'acteurs institutionnels locaux porteurs de projets plutôt que sur la gestion catégorielle des populations par certaines instances gouvernementales, la SAMU est en mesure de contribuer au renforcement des capacités organisationnelles et de l'expertise des institutions autochtones œuvrant dans les villes et pôles urbains du pays.

Sources :

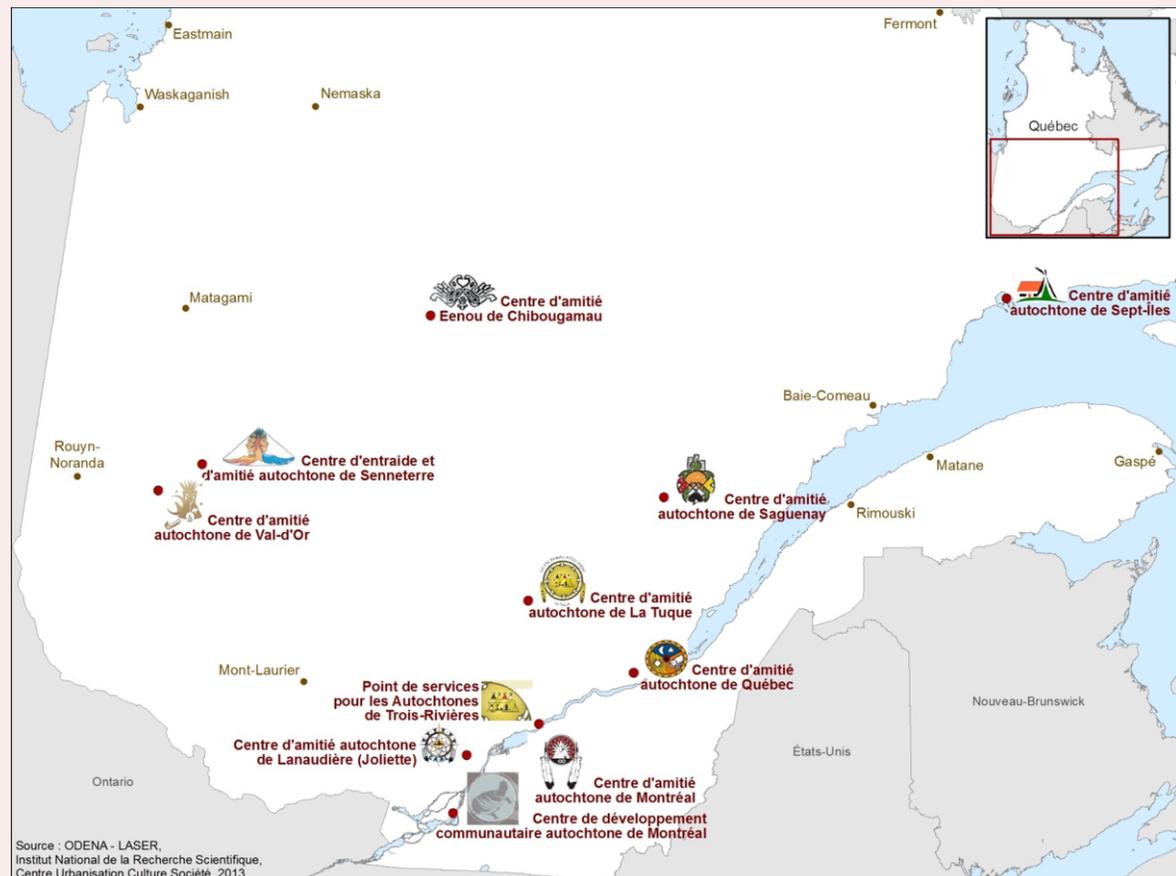
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC). 2013. *Budget des dépenses 2013-2014. Rapport sur les plans et priorités*. Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Ottawa. <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/...>, Consulté le 2014-02-26.

Alderson-Gill & Associates Consulting. 2005. *Évaluation formative des projets pilotes de la stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain*. Projet de rapport définitif. Présenté au Bureau de l'Interlocuteur fédéral Affaires indiennes et du Nord Canada, Ottawa. <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/...>, Consulté le 2014-02-27.

Le mouvement des centres d'amitié autochtones au Québec

Le mouvement des centres d'amitié autochtones existe depuis plus de 60 ans à travers le Canada. Quelque 120 centres d'amitié autochtones ont été mis sur pied depuis le début des années 1950. Dix centres d'amitié sont établis au Québec. Les centres d'amitié sont des lieux de rencontre et des agences de services établis dans différentes villes au bénéfice de la population autochtone de toutes provenances et de toutes origines. Ils ont été mis sur pied afin de pallier le manque de ressources disponibles pour la population autochtone qui ne réside pas au sein des réserves. Au fil du temps, ils sont devenus des catalyseurs d'action et de solidarité incontournables pour la population autochtone urbaine, des lieux d'apprentissage et de formation, des carrefours où on intervient autant en matière de logement que de santé et d'éducation, autant en matière de pauvreté que d'aide aux devoirs et de soutien pour les aînés. Le personnel des centres travaille quotidiennement à favoriser une meilleure compréhension des enjeux, défis et problématiques auxquels sont confrontés les Autochtones citadins, non seulement auprès des citoyens du Québec, mais aussi auprès de leurs concitoyens autochtones vivant en communauté. Une philosophie holistique qui préconise à la fois l'autonomisation des individus et l'appartenance à un projet collectif sous-tend la mission des centres. En plaçant l'individu au cœur de toute initiative, on privilégie l'accomplissement personnel et l'acquisition de compétences plutôt que l'assistanat. De la même manière, l'engagement des centres au regard du développement social et économique puise dans les principes de l'économie sociale par la mise en œuvre de dispositifs d'accompagnement destinés à accroître l'employabilité des individus et par la combinaison d'activités sociales, économiques et éducatives afin de contrer la pauvreté et l'exclusion.

Les centres d'amitié autochtones à travers le Québec



Section 1 : Le Centre d'amitié Eenou de Chibougamau

1.1 Présentation



Le Centre d'amitié Eenou de Chibougamau (CAEC), anciennement appelé Centre indien cri, a vu le jour en 1969. Le CAEC est un organisme à but non lucratif qui offre des services d'accueil, de soutien et d'accompagnement pour les Autochtones qui habitent la ville de Chibougamau ou qui y sont de passage. Cette initiative s'est concrétisée grâce à la volonté de personnes du milieu, autant autochtones que non autochtones, de créer un milieu d'échange entre les gens issus de différentes cultures. Aujourd'hui, le CAEC propose diverses activités aux Autochtones qui résident, de façon permanente, temporaire ou occasionnelle, à Chibougamau. Le Centre vise à créer des liens avec la communauté locale, et offre également un programme d'Aide aux devoirs et un centre de documentation. En outre, le Centre d'amitié se donne pour objectif d'être autonome financièrement, et réinvestit ses revenus dans le développement des programmes et services. Ainsi, le Centre tient une boutique d'artisanat et dispose d'une salle de conférence.

Les services du CAEC se divisent en trois secteurs : le secteur communautaire, le secteur culturel, et la mise en place d'un centre de la petite enfance autochtone en milieu urbain. Le **secteur communautaire** emploie une coordonnatrice jeunesse et une coordonnatrice communautaire. La coordonnatrice jeunesse réalise des activités de prévention contre le suicide, contre le racisme et sur la sexualité auprès des jeunes autochtones. De plus, elle est responsable du local des jeunes qui se trouve dans le sous-sol du centre d'amitié. Des espaces sportifs pour les jeunes, tels qu'une piscine et un gymnase, sont également disponibles. La coordonnatrice communautaire travaille quant à elle en première ligne, particulièrement en ce qui a trait au soutien des familles autochtones ainsi qu'à l'amélioration de l'intégration des Autochtones dans la ville. Le **secteur culturel** s'occupe de la mise en valeur de la culture et de la langue cri. Finalement, le processus d'implantation **d'un centre de la petite enfance autochtone** de soixante places (pour enfants autochtones et non autochtones) est en cours de développement, en partenariat avec le Centre d'études collégiales de Chibougamau.

Le Centre organise également une série d'événements annuels, comme la Journée autochtone, la Semaine des amitiés interculturelles, le Tournoi de golf de l'amitié ainsi que le Gala jeunesse autochtone de Chibougamau. La Journée autochtone, qui a lieu en juillet depuis une trentaine d'années, vise la promotion de la culture autochtone ainsi que la création de ponts entre Autochtones et Jamésiens à Chibougamau. L'événement met en valeur la tradition cri, en présentant des rituels (notamment la cérémonie des Premiers Pas), de la musique, de la nourriture, des jeux traditionnels et contemporains, et de l'artisanat autochtone. Quant à la Semaine des amitiés interculturelles, elle souligne au mois de novembre de chaque année la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. À cet effet, le Centre réalise plusieurs activités pour rapprocher les cultures. Pour sa part, le Tournoi de golf de l'amitié encourage depuis 1996 le partage et l'amitié entre ses participants. L'argent amassé lors de cette activité servira à la réfection du CAEC. Par ailleurs, le Gala jeunesse autochtone souligne l'effort des jeunes autochtones, autant dans le domaine sportif, éducatif, artistique que culturel. Il vise aussi à renforcer les valeurs autochtones, telles que le respect, la sagesse et l'honnêteté.



Crédit photo : CAEC

1.2 Les principaux dossiers du Centre d'amitié Eenu de Chibougamau

Mettre en valeur les traditions artistiques autochtones

La boutique d'artisanat

Orientations

La boutique d'artisanat fait partie du volet économique du Centre d'amitié Eenu de Chibougamau. Cette boutique existe depuis environ 30 ans et est unique dans le cadre du mouvement des centres d'amitiés autochtones du Québec. Il s'agit d'une belle vitrine pour les arts traditionnels autochtones. La boutique d'artisanat achète des fabrications modernes et traditionnelles d'artisans autochtones, dont environ 75 % cris. Par ailleurs, avec l'expérience acquise au fil des années, le CAEC vise la création d'une coopérative d'artisanat à Chibougamau et d'une coopérative régionale. Cette coopérative régionale permettrait de distribuer de l'artisanat partout dans la province. Parmi les produits en vente dans la boutique, nous trouvons des peaux d'orignaux (tannage traditionnel), des mitaines, des mocassins, des bijoux, des couteaux croches et des articles pour bébés (*waapsuuwiin* – serres bébés, par exemple). De plus, les artisans autochtones peuvent y acquérir tout ce qu'il faut pour le perlage, entre autres. La boutique compte aussi des livres qui témoignent de la présence autochtone à Chibougamau et dans la baie James. Le travail réalisé dans la boutique reflète la mission du CAEC, c'est-à-dire la promotion et la mise en valeur de la culture et des savoirs autochtones. La boutique d'artisanat est ouverte du lundi au vendredi.

Mission

Constituer une vitrine sur l'art de vivre et sur la culture autochtone et consolider les liens au sein de la communauté autochtone urbaine.

Partenaires

Boutique Sequoia

Retombées

Durant les premières années de la boutique, les artisans provenaient principalement de Mistissini et d'Oujé-Bougoumou. Depuis les huit dernières années, les artisans proviennent de plusieurs communautés cries : la boutique s'approvisionne auprès d'une centaine d'artisans provenant d'une soixantaine de familles.

On estime que la boutique d'artisanat reçoit quelque 700 visiteurs par année. Concernant les retombées économiques, la boutique a un revenu brut de 85 000 \$. De ce montant, 72 000 \$ sont réinvestis dans l'inventaire.

Pour en savoir plus

Boutique en ligne à venir...

Créer des liens et construire le rapprochement

La Semaine des amitiés interculturelles

Orientations

La Semaine des amitiés interculturelles a lieu à Chibougamau depuis 10 ans. Cette semaine souligne la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale des Nations Unies. Dans le cadre de cette semaine, diverses activités se déroulent : des ateliers, des conférences, des spectacles, des repas communautaires, des forums ouverts, le visionnement de films ou de courts métrages du Wapikoni mobile, des cours de langue crie, des journées porte ouverte avec le Cercle de femmes du CAEC, ainsi que des formations sur la culture autochtone (par exemple : la formation Piwaseha sur la culture et les réalités autochtones en partenariat avec le Service de formation continue de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue).

Mission

Contribuer au rapprochement entre les Autochtones et les Jamésiens.

Partenaires

- Ville de Chibougamau
- Centre d'études collégiales de Chibougamau
- Sûreté du Québec

Quelques commanditaires

- Vidéo 317
- Restaurant Chez Raymonde
- Pharmacie Uniprix
- Salon Mika
- Jocelyne Girard
- Restaurant Chez Julie
- Coq rôti
- Resto Bistro Roméo & Juliette
- I D Logic
- Salon Oasis

Retombées

D'après la directrice générale du CAEC, Jo-Ann Toulouse, le succès de l'événement dépend des réussites du travail de l'équipe à l'interne. Par ailleurs, la Marche de l'amitié a remporté un grand succès à ses débuts (plus de 300 participants), grâce à la participation d'enfants des écoles de Chibougamau, qui appuyaient cette marche. Aujourd'hui, on estime qu'une centaine de personnes participent aux diverses activités réalisées dans le cadre de la Semaine des amitiés interculturelles.

Pour en savoir plus

Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale de l'ONU :
<http://www.un.org/fr/events/racialdiscriminationday/>



Section 2 : La rencontre des partenaires du 20 mars 2014

2.1 Allocution d'ouverture

Jo-Ann Toulouse, directrice générale du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau, a souhaité la bienvenue aux participants et participantes en proposant de faire un tour de table pour que chacun et chacune puisse se présenter. À la fin du tour de table, Jo-Ann Toulouse a repris la parole pour expliquer que cet exercice de consultation des instances et organisations qui offrent des services à la population autochtone s'inscrit dans une démarche interne du Centre d'amitié, mais aussi dans une démarche provinciale du mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec, qui vise à resserrer des liens avec des acteurs du milieu. Il s'agit donc de consolider les partenariats existants et d'en créer des nouveaux, dans la perspective de la mission du Centre d'amitié, qui est d'améliorer la qualité de vie des Autochtones dans la ville, de plus en plus nombreux.



Jo-Ann Toulouse. Crédit photo : Alliance ODENA

Notre objectif est de vous entendre, parce que nous sommes l'unique organisme autochtone à Chibougamau, mais nous ne sommes pas les seuls à transiger, à vivre et à collaborer avec les Autochtones. Nous sommes ici pour entendre vos préoccupations, vos expériences et vos besoins, pour arrimer davantage ce que nous faisons avec ce que vous faites.

Jo-Ann Toulouse

2.2 La mission et le rôle des centres d'amitié autochtones

Objectif

Informar l'assistance de la mission et du rôle des centres d'amitié autochtones à travers le Canada et au Québec

Conférencière

- AMÉLIE LAINÉ, coordonnatrice des services aux centres d'amitié, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec



Amélie Lainé. Crédit photo : RCAAQ

La présentation d'Amélie Lainé s'insère dans un processus provincial de consultation et d'échange entrepris par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec à l'automne 2013. L'exercice se terminera, au printemps 2014, par une rencontre à Québec avec des représentants du gouvernement du Canada, du gouvernement du Québec, ainsi qu'avec des partenaires de la société civile. Une série de rencontres ont ainsi été organisées dans toutes les villes où sont établis les centres d'amitié autochtones.

Le mouvement des centres d'amitié autochtones

Le mouvement des centres d'amitié au Canada compte 60 ans d'histoire. Le premier centre d'amitié a ouvert ses portes dans l'ouest du Canada dans les années 1950. Au Québec, c'est à Chibougamau que le premier centre d'amitié autochtone a vu le jour en 1969. Aujourd'hui, il existe 119 centres d'amitié autochtones au Canada, et chaque grande ville du pays accueille un centre d'amitié. Ces centres sont des lieux de rassemblement pour les Autochtones des villes. Ils sont regroupés au sein de sept associations provinciales, lesquelles sont réunies au sein d'une association nationale, l'Association nationale des centres d'amitié (ANCA).

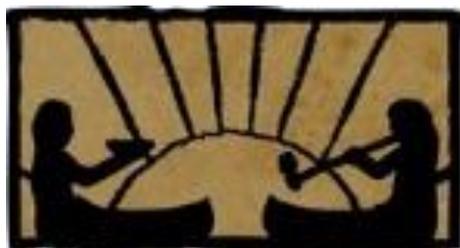
Au Québec, le mouvement des centres d'amitié autochtone compte neuf centres d'amitié ainsi qu'un point de services à Trois-Rivières (qui a ouvert ses portes en 2013 et est parrainé par le Centre d'amitié autochtone de La Tuque). Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCCAQ) a vu le jour en 1976 et milite en faveur des droits et des intérêts des Autochtones dans les villes. Le regroupement est un lieu de concertation pour les centres d'amitié autochtones du Québec et a pour mission de représenter les centres d'amitié pour influencer la prise de décisions dans la prestation de services pour les Autochtones en milieu urbain. De plus, il soutient et accompagne les centres d'amitiés dans leurs démarches pour améliorer la qualité de vie des Autochtones en ville. Finalement, le RCCAQ offre un soutien aux centres d'amitiés dans le développement des projets, dans les activités jeunesse, au sein des projets d'économie sociale et des projets pour les aînés, etc.

Il est important de souligner que les centres d'amitié autochtones ne sont pas des organisations politiques : il s'agit plutôt d'organisations communautaires. De ce fait, les centres d'amitié contribuent à l'économie locale : les centres sont les plus grands employeurs autochtones hors réserve au Québec en fournissant plus de 160 emplois. Ils comptent aussi une centaine de bénévoles qui contribuent aux activités locales et provinciales. Les centres d'amitié se donnent pour mission d'améliorer la qualité de vie des Autochtones dans les villes, de favoriser une cohabitation harmonieuse entre les peuples et de promouvoir la culture autochtone. De plus, les centres d'amitié sont des centres multiservices qui préconisent une approche holistique et favorisent l'*empowerment* tout en misant sur l'apprentissage démocratique et l'éveil à la citoyenneté. Ces instances démocratiques ont un conseil d'administration et tiennent des assemblées générales.

Les centres d'amitié sont des lieux de rencontre et des agences de services établis dans différentes villes pour le bénéfice de la population autochtone de toutes provenances et de toutes origines. Ils ont été mis sur pied afin de pallier le manque de ressources disponibles pour la population autochtone qui ne réside pas au sein des réserves. Au fil du temps, ils sont devenus des catalyseurs d'action et de solidarité incontournables pour la population autochtone urbaine, des lieux d'apprentissage et de formation, des carrefours où on intervient autant en matière de logement que de santé et d'éducation, autant en matière de pauvreté que d'aide aux devoirs et de soutien pour les aînés. Le personnel des centres travaille quotidiennement à favoriser une meilleure compréhension des enjeux, défis et problématiques auxquels sont confrontés les Autochtones citadins, non seulement auprès des citoyens du Québec, mais aussi auprès de leurs concitoyens autochtones vivant en communauté. Une philosophie holistique qui préconise à la fois l'autonomisation des individus et l'appartenance à un projet collectif sous-tend la mission des centres. En plaçant l'individu au cœur de toute initiative, on privilégie l'accomplissement personnel et l'acquisition de compétences plutôt que l'assistanat. De la même manière, l'engagement des centres au regard du développement social et économique puise dans les principes de l'économie sociale par la mise en œuvre de dispositifs d'accompagnement destinés à accroître l'employabilité des individus et par la combinaison d'activités sociales, économiques et éducatives afin de contrer la pauvreté et l'exclusion.

Source : Lévesque Carole et Édith Cloutier. 2011. Une société civile autochtone au Québec, in C. Lévesque, N. Kermoal et D. Salée (dir.) : *L'activisme autochtone : hier et aujourd'hui* : 16-19. Actes de colloque. Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Institut national de la recherche scientifique, Cahier DIALOG no. 2011-01, Montréal.

L'apport du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec



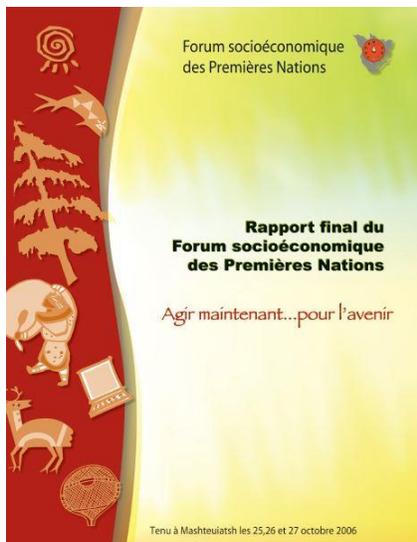
**REGROUPEMENT
DES CENTRES D'AMITIÉ
AUTOCHTONES DU QUÉBEC**

Le Regroupement est un partenaire privilégié de l'Alliance de recherche ODENA, qui concentre ses travaux sur la présence des Autochtones dans les villes du Québec en ciblant quatre axes en particulier : identité, mobilité, qualité de vie et gouvernance. ODENA est une initiative de DIALOG – le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones – de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), et du Regroupement des centres d'amitié autochtones au Québec. L'Alliance ODENA travaille à établir un portrait de la situation des Autochtones dans les villes où sont situés les centres

d'amitiés autochtones. Au Québec, très peu de données sont disponibles sur les Autochtones en milieu urbain. Pour le RCAAQ, connaître le portrait de la population autochtone urbaine est primordial.

Le RCAAQ a beaucoup investi les arènes politiques et citoyennes au cours des dernières années. Il dépose régulièrement des mémoires auprès du gouvernement du Québec en s'impliquant dans des dossiers comme l'itinérance, le logement, la protection de la jeunesse, le racisme, etc. Par exemple, en novembre 2013, le gouvernement du Québec a entrepris des consultations relativement à la lutte contre le racisme auxquelles a participé le Regroupement. Une politique nationale de lutte contre le racisme sera déposée à la suite de ces consultations. Le Regroupement a comme priorité de faire connaître la réalité des Autochtones qui habitent les villes du Québec.

Le Forum socioéconomique des Premières Nations



Le Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec et les centres d'amitié autochtones ont participé au Forum socioéconomique des Premières Nations, qui s'est tenu à Mashteuiatsh en octobre 2006¹. Ce Forum a été organisé dans la perspective de trouver des solutions et des arrimages pour améliorer la qualité de vie des Autochtones sur et hors réserve. Dans le cadre de cet événement d'importance pour les Autochtones des villes au Québec, le RCAAQ et le gouvernement du Québec ont conclu onze engagements qui visaient à soutenir une série d'actions pour améliorer la situation sociale et économique des Autochtones en milieu urbain. Les actions portent sur la santé et les services sociaux, l'éducation, l'économie, l'emploi, les infrastructures et le logement ainsi que sur le développement communautaire durable et le soutien à la jeunesse. Concrètement, des programmes comme Jeunes autochtones en action ont été développés à la suite du

Forum socioéconomique. De plus, un des engagements que le RCAAQ souhaite souligner, et qui implique tous les centres d'amitié autochtones du Québec, est celui pris par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS) : « le MSSS, en partenariat avec le RCAAQ, s'engage à favoriser les partenariats visant le transfert de connaissances et d'expertise entre ces derniers et les CSSS ainsi que l'identification de zones de complémentarité de services en milieu urbain pour les Autochtones ».

L'exemple de la Clinique Minowé et de la future clinique Acokan

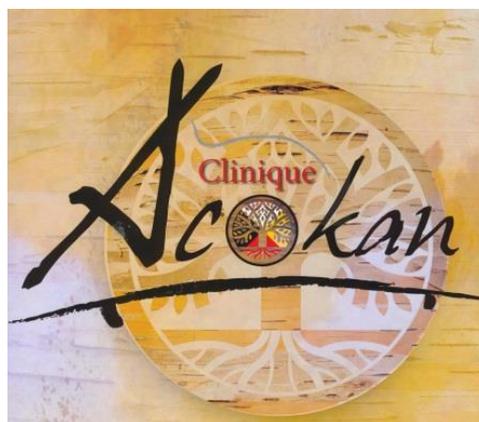
La conférencière a également relaté le cas de la Clinique Minowé qui vise l'adaptation et la complémentarité des services en santé et en services sociaux en milieu urbain pour les Autochtones de la MRC de la Vallée-de-l'Or ainsi que l'exportation de ce modèle vers d'autres centres d'amitié autochtones. La clinique Minowé du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or ainsi que la future clinique Acokan du Centre d'amitié autochtone de La Tuque sont ainsi deux modèles d'innovation sociale.

¹ Pour en savoir plus : Forum socioéconomique des Premières Nations. 2007. *Rapport final du Forum socioéconomique des Premières Nations. Agir maintenant... pour l'avenir*. Tenu à Mashteuiatsh les 25, 26 et 27 octobre 2006. 137p. <http://www.autochtones.gouv.qc.ca...>



La clinique Minowé offre à la population autochtone de Val-d'Or et des environs des services complémentaires et culturellement pertinents, à la fois en santé et en services sociaux. Ainsi, le centre devient la porte d'entrée des Autochtones pour avoir accès à des services de santé et de protection de la jeunesse. Soulignons qu'en Abitibi, 60 % des enfants suivis par le service de protection de la jeunesse étaient autochtones. Depuis la mise en place de la clinique en 2009, la direction de la protection de la jeunesse a connu une baisse de 40 % dans les signalements². Actuellement, le CAAVD emploie un intervenant social, une infirmière à temps plein, une coordonnatrice administrative, tout en étant appuyé occasionnellement par un médecin.

Les cliniques Minowé et Acokan favorisent une approche holistique de la santé (prenant en compte les dimensions physique, mentale, affective et spirituelle de l'individu) ainsi que des approches culturellement adaptées pour les Autochtones. Le volet scientifique permet à l'Alliance de recherche ODENA de documenter ces initiatives et d'en suivre le déroulement.



Les citoyens autochtones dans les villes

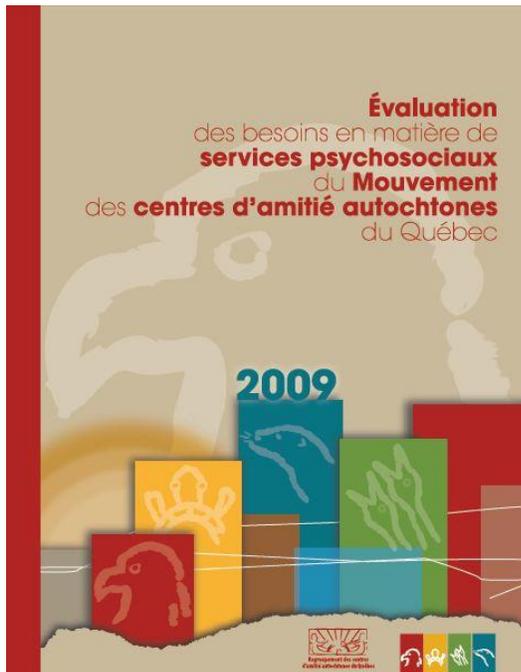
Selon le Registre des Indiens pour 2012, environ 37 % des membres des Premières Nations au Québec habitent hors communauté. Cependant, ce pourcentage n'inclut pas les Métis et les Inuit, de même que les Indiens sans-statuts ou ceux dont le statut n'est pas reconnu par le gouvernement. Qui plus est, plusieurs segments de la population n'en demeurent pas moins à l'extérieur des réserves de manière temporaire ou même permanente; c'est le cas notamment des personnes qui poursuivent des études secondaires ou postsecondaires, ou qui travaillent pour des instances autochtones dont les bureaux sont localisés à l'extérieur des réserves. Par ailleurs, une proportion estimée à plus de 30 % de la population autochtone dans les villes ne répond pas au recensement de Statistique Canada.

Il est bien connu au Québec (comme ailleurs au Canada) que la population autochtone présente une grande diversité de cultures, de langues et d'origine. Par exemple, la population à Chibougamau est homogène (majoritairement crie) alors qu'à Val-d'Or on retrouve des personnes issues de diverses nations (Algonquins, Atikamekw, Cris). Montréal, par ailleurs, compte une nombreuse population inuit. Les centres d'amitié dans les différentes villes doivent donc adapter leurs services selon les besoins des Autochtones qui y habitent.

² Sylvie Leblond, dans la vidéo *Clinique Minowé. Un modèle d'innovation sociale* (réalisation Mélanie Napartuk, Canouk Newwashish et Paul Brindamour), <http://vimeo.com/90054524>

D'après Statistique Canada, 16 fois plus d'Autochtones résident aujourd'hui dans les villes qu'en 1980. De plus, la moyenne d'âge des Autochtones est inférieure à la moyenne québécoise. Le RCAAQ rappelle aussi que plusieurs Autochtones n'ont jamais connu la vie sur réserve. Dans ce contexte, les centres d'amitié jouent un rôle crucial dans l'ancrage culturel des Autochtones au sein des villes.

Au Québec, la mobilité des Autochtones vers les villes et entre les villes et les communautés sont des phénomènes récents, mais ils connaissent une forte croissance depuis le début des années 2000. Pour quelques Autochtones des communautés, se déplacer vers la ville constitue un choix; mais pour d'autres, c'est une obligation. Aujourd'hui, de nouvelles générations d'Autochtones naissent dans les milieux urbains du Québec.



En 2009, le RCAAQ a mené une évaluation des besoins psychosociaux des Autochtones qui fréquentent les centres d'amitié. Le RCAAQ voulait connaître la raison des Autochtones de s'installer en ville : 60,4 % de personnes ont évoqué les études comme principale raison pour aller vivre en ville. Aujourd'hui, de plus en plus d'Autochtones sont scolarisés et possèdent des diplômes. La deuxième raison mentionnée pour aller vivre en ville est l'avantage qu'octroie la ville, en tant que pôle de services et d'emplois. Par ailleurs, le RCAAQ s'est intéressé aux difficultés que vivent les Autochtones en ville : 44 % ont dit subir du racisme. À ce sujet, rappelons que le RCAAQ a participé à des consultations réalisées par le gouvernement du Québec sur la nouvelle politique contre le racisme. Cette problématique a un impact sur plusieurs autres aspects (dans la recherche de logement, d'un nouvel emploi, etc.). Soulignons finalement que 25 % des participants à cette étude étaient des Autochtones de la ville de Chibougamau.

2.3 Échange sur la mission du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau

Objectif

Faire connaître la mission, le rôle, les activités et les services du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau

Animatrice

Jo-Ann Toulouse, directrice générale du CAEC

Participants/participant.es

- MANON RICHMOND, présidente du conseil d'administration du CAEC
- JESSICA MARCEAU, coordonnatrice communautaire du CAEC
- JESSYCA THISDALE, représentante Jeunesse du CAEC
- NICOLAS PAILLARD, coordonnateur des communications du CAEC

Après ce tour d'horizon du mouvement des centres d'amitié autochtones par Amélie Lainé, Jo-Ann Toulouse a fait état de l'importance pour le mouvement de pouvoir compter sur une équipe formidable, autant à l'échelle nationale et provinciale que locale. Ces structures permettent un enracinement dans le milieu urbain. Jo-Ann Toulouse explique que l'arrivée en ville peut entraîner une certaine forme d'invisibilité. Dans ce cadre, la création des centres d'amitié, ces espaces où les Autochtones sont les bienvenus, est tout à fait pertinente.

Lorsqu'on vient d'une communauté (où tout le monde nous connaît), et qu'on arrive en ville, on devient souvent invisibles.

Jo-Ann Toulouse

À Chibougamau, le Centre d'amitié autochtone a émergé du besoin de créer un espace pour les Autochtones en raison de la discrimination vécue dans les milieux publics. Ce lieu est toujours solide après plus de 40 ans d'existence. Par la suite, ce fut au tour de Manon Richmond à prendre la parole pour aborder la réalité de la communauté autochtone urbaine à Chibougamau.

Manon Richmond a ainsi témoigné de son vécu. Celle-ci est venue s'installer à Chibougamau afin de travailler au CAEC. Aujourd'hui présidente du CAEC, elle raconte qu'elle n'a jamais habité dans une communauté, sa mère étant une de premières de sa famille à s'installer dans une ville. Madame Richmond affirme que pour les Autochtones, les centres d'amitié deviennent un deuxième chez-soi. Le rôle des centres d'amitié est d'aider à l'intégration des Autochtones à la vie urbaine, sans dédoubler les services déjà disponibles. En ce sens, des rencontres de partenaires comme celle-ci sont primordiales pour connaître les besoins et arrimer les services.

Je suis une Autochtone de béton, je suis algonquine et j'habite à Chibougamau depuis 10 ans [...] J'ai habité dans plusieurs villes, mais c'est les centres d'amitié qui m'ont permis de me connecter à mes racines, de connaître mon peuple et la vie de mes ancêtres

Manon Richmond

Jo-Ann Toulouse rappelle au passage que plusieurs personnes ont été impliquées dans les centres d'amitié et ont forgé leur vie personnelle et professionnelle au sein du mouvement : Matthew Coon Come (CAEC), Jonathan Saganash (CAEC et CAAVD), Jeremy Diamond, Louise Wapachee, ancienne chef d'Oujé-Bougoumou (ancienne directrice du CAEC), Jacqueline Paddy (ancienne directrice du CAEC), Allan Matoush, qui a été impliqué dans le projet Matoush (CAEC).

Par la suite, Jessica Marceau, coordonnatrice communautaire du CAEC, a pris la parole pour faire état des programmes dont elle est responsable. Dans le cadre de son travail, elle encadre tout d'abord la clientèle des services de première ligne, spécifiquement les programmes pour les enfants comme l'aide aux devoirs, qui compte une vingtaine d'inscriptions. Jessica Marceau anime également le Cercle de femmes du CAEC.

Jo-Ann Toulouse revient sur les services de première ligne en mentionnant qu'à l'heure du midi, le CAEC offre de 12 à 40 repas par jour aux jeunes autochtones. L'objectif du programme de dîner à l'école est d'offrir un repas équilibré et chaud à un prix raisonnable dans un milieu accueillant, culturellement significatif, où l'enfant peut s'exprimer dans sa langue maternelle. Les jeunes proviennent en grande majorité de l'école MacLean Memorial (l'école est située à proximité du CAEC). Certains jeunes d'autres écoles, comme Vatican II, Notre-Dame-du-Rosaire (NDR) et Bon-Pasteur, y participent aussi. Moins de jeunes de Vatican II fréquentent actuellement le centre d'amitié étant donné qu'il existe un service de garde à cette école. Par ailleurs, l'école Bon-Pasteur est trop loin du centre d'amitié : les jeunes restent donc souvent à l'école pendant l'heure du dîner.

À ce sujet, Bianca Tremblay, directrice des ressources éducatives de la Commission scolaire la Baie James (CSBJ), a rappelé que la CSBJ accueillait 70 élèves autochtones. La langue constitue un enjeu de taille à Chibougamau. Pour les élèves qui parlent seulement le cri, des programmes pédagogiques avec un soutien linguistique sont disponibles. D'après madame Tremblay, ce soutien linguistique a favorisé la réussite scolaire de plusieurs élèves. Bianca Tremblay précise qu'à la fin de leurs études, tous les élèves qui ont fréquenté une école francophone parlent français. En ce qui concerne la Commission scolaire Central Québec, Jo-Ann Toulouse a soulevé qu'approximativement la moitié des élèves de l'école McLean Memorial sont autochtones, quelque 70 étudiants. La majorité de ces élèves réside en ville; toutefois, certains font le trajet tous les jours à partir d'Oujé-Bougoumou vers Chibougamau.



Un groupe de jeunes participants aux activités du CAEC.
Crédit photo : Jo-Ann Toulouse

La coordonnatrice jeunesse du CAEC Mélanie Labonté a retracé son implication auprès des jeunes de 12 à 24 ans. Au sous-sol du CAEC se trouve le local des jeunes, la « chill-zone ». Des activités culturellement pertinentes y sont offertes : cuisine et activités traditionnelles, artisanat, etc. Sont également organisées des activités de prévention et de sensibilisation avec les jeunes, notamment des activités de prévention au suicide, d'éducation à la sexualité, etc. Des activités sportives sont aussi proposées : les jeunes vont à la piscine et au gymnase une fois par semaine. De plus, chaque année se tient le « Gala Jeunesse » où le CAEC souligne l'effort et la persévérance scolaire des jeunes autochtones.

Jessyca Thisdale, représentante jeunesse du CAEC, a fait état des activités du comité jeunesse qui se réunit de deux à trois fois par mois. Le Conseil des jeunes, le « Dream Team », voit à la planification des activités et des sorties (voyages, sports, activités de sensibilisation, fêtes par et pour les jeunes). De plus, la représentante jeunesse du CAEC participe aux rencontres provinciales et nationales du mouvement des centres d'amitié autochtones. Jessyca Thisdale siège aussi comme représentante des jeunes au sein du conseil d'administration du CAEC, en plus de travailler à l'accueil de la boutique d'artisanat du Centre d'amitié.

Rolando Labrana, assistant de recherche à l'INRS et membre de l'Alliance de recherche ODENA, a souligné le rôle de Jessyca Thisdale lors de la collecte des données de l'Enquête provinciale réalisée à Chibougamau. Madame Thisdale a été la personne responsable de contacter les personnes qui souhaitaient répondre au questionnaire de l'Enquête.

Nicolas Paillard, coordonnateur des communications, est responsable de plusieurs projets spéciaux. En plus de s'occuper des dossiers spécifiques aux communications (développement du site web, infolettre, etc.), il collabore à l'organisation de divers événements (Symposium entrepreneurial, rencontres SAMU, Semaine des amitiés interculturelles), et soutient la directrice Jo-Ann Toulouse.

Dans la continuité de l'intervention de Nicolas Paillard, Jo-Ann Toulouse évoque les projets spéciaux du CAEC, notamment la Semaine des amitiés interculturelles, qui se tient chaque année pendant la troisième semaine de mars. Cette semaine souligne la journée établie par l'Organisation des Nations Unies comme journée de lutte contre la discrimination raciale. Un autre projet spécial est la réalisation du Symposium entrepreneurial « vers un partenariat durable avec le Nord-du-Québec ». Cette initiative du Centre d'amitié vise la création de partenariats en vue d'améliorer l'intégration des Autochtones dans le milieu des affaires et d'encourager autochtones et non-autochtones à travailler ensemble. En outre, le CAEC organise la Journée autochtone du 21 juin, le Tournoi de golf de l'amitié, la reconstruction du centre d'amitié, des repas communautaires et des journées porte ouverte. De plus, à chaque troisième mercredi du mois, le Centre d'amitié Eenou de Chibougamau ouvre ses portes pour que tout le monde vienne partager un repas.



La boutique d'artisanat du CAEC. Crédit photo : CAEC

2.4 Présentation des travaux de recherche de l'Alliance ODENA

Objectif

Présenter les résultats préliminaires de la collecte de données de l'Enquête ODENA sur la situation des Autochtones dans la ville de Chibougamau.

Conférencier

- Rolando Labrana, assistant de recherche, Institut national de la recherche scientifique



L'Alliance ODENA est une initiative conjointe de DIALOG, Le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones, et du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. L'Alliance est financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) à travers le Programme des Alliances de recherche universités-communautés. ODENA se concentre principalement sur quatre axes de recherche : l'identité, la mobilité, la qualité de vie et la gouvernance. L'Alliance de recherche ODENA soutient le développement social, économique, politique et culturel de la population autochtone des villes ainsi que mettre en valeur l'action des centres d'amitié autochtones.

L'enquête provinciale

Un des principaux chantiers de recherche collectifs de l'Alliance ODENA a été l'enquête provinciale. Elle vise à tracer un portrait d'ensemble de la situation sociale, économique, culturelle, politique et juridique des Autochtones des villes du Québec. Ce portrait a comme but d'aider autant les centres d'amitiés que les instances gouvernementales à développer de nouveaux indicateurs et mécanismes pour bonifier l'offre de services pour les Autochtones des villes au Québec.

L'Enquête ODENA a été amorcée en 2010 et s'est poursuivie jusqu'à l'été 2014. L'objectif était de rencontrer 1000 personnes dans 10 villes québécoises (toutes les villes où sont localisées les centres d'amitié autochtones, ainsi que Trois-Rivières où l'on trouve un point de service pour les Autochtones). Cette enquête, dont les données font présentement l'objet de traitement et d'analyse à la fois quantitative et qualitative, permettra de tracer le premier portrait provincial de la présence des Autochtones dans les villes du Québec et de soutenir l'élaboration de politiques et de programmes adaptés aux besoins et aspirations de la population autochtone urbaine. L'équipe responsable de l'enquête a effectué quatre séjours à Chibougamau. Au total, 80 personnes (âgées de 18 ans et plus) ont été rencontrées. Ces personnes résidaient à Chibougamau, y étudiaient ou y travaillaient, ou encore étaient de passage dans la ville. Parmi les personnes rencontrées, 55 sont des femmes et 25 des hommes; plus de la moitié (63 %) était âgée de 30 à 49 ans.

Quelques résultats préliminaires de l'enquête réalisée à Chibougamau

- **Identité.** Soixante-quinze pour cent (75 %) des personnes rencontrées se sont auto-identifiées comme membres de la nation crie; 13 % comme métis (personnes issues d'une union mixte), et 4 % comme allochtones. Certaines personnes se sont identifiées à d'autres nations : innue, naskapie, algonquine et atikamekw.
- **Type de famille.** Dix-sept pour cent (17 %) des répondants ont affirmé vivre dans une famille nombreuse, c'est-à-dire un couple avec au moins 3 enfants. Par ailleurs, 16 % de personnes habitaient dans une famille biparentale, à savoir un couple avec un ou deux enfants. D'autre part, 12 % de répondants (en majorité des femmes) formaient une famille monoparentale. En outre, 11 % de répondants vivaient en couple sans enfants.
- **Type de logement.** À Chibougamau, 61 % de répondants habitaient en appartement, et 23 % dans une maison unifamiliale. Dans une moindre proportion, 8 % des répondants habitaient dans des maisons mobiles, 3 % dans des logements sociaux, et 2 % dans des chambres.
- **Diplôme.** De plus, 37% des répondants possèdent un diplôme d'études secondaires, 27 % un diplôme d'études collégiales, 18 % un diplôme universitaire, 8 % un diplôme d'études professionnelles, 6% une attestation d'études collégiales et un 4% avec une formation professionnelle.
- **Enseignements traditionnels.** En ce qui a trait aux enseignements traditionnels autochtones, 95 % des répondants disent en détenir. Parmi les enseignements traditionnels mentionnés, on retrouve les langues autochtones, les activités traditionnelles comme la chasse, la pêche et la cueillette, ainsi que les valeurs traditionnelles et l'histoire.
- **Statut professionnel.** Dans la ville de Chibougamau, 46 % de répondants sont présents sur le marché du travail (41 % des personnes occupent un emploi à temps plein ou à temps partiel, et 6 % des répondants sont des travailleurs autonomes). Par ailleurs, 19 % des personnes interrogées poursuivaient des études; 11 % vivaient de l'aide sociale, tandis que 6 % étaient à la retraite.
- **Présence dans la ville.** En ce qui trait aux raisons qui motivent la présence des répondants à Chibougamau au moment de l'entretien, 37 % de personnes se retrouvent en ville à cause des études (pour la poursuite de leurs études ou celles de leurs enfants). De plus, 13 % des répondants sont venus en ville pour le travail, et 9 % a invoqué des raisons familiales (famille installée en ville, ou pour trouver de meilleures conditions de vie pour leur famille). Par ailleurs, 6 % des personnes étaient originaires de Chibougamau même. D'autres raisons évoquées par les répondants pour la présence en ville sont : la présence d'amis, des raisons de santé, des conflits dans leur communauté d'origine et la pénurie de logements dans les communautés autochtones. D'autres raisons importantes à mentionner sont la proximité de la communauté, du territoire et du camp de chasse ainsi que la possibilité de pratiquer des activités traditionnelles dans les environs.
- **Résidence et mobilité.** L'Alliance ODENA a également étudié la résidence et la mobilité des personnes autochtones en s'intéressant aux lieux où ils sont nés et ont grandi. Ainsi, 24 % des personnes rencontrées à Chibougamau ont grandi en ville. Il s'agit de personnes qui ont vécu en ville au moins 15 ans entre l'âge de 0 et 18 ans. D'un autre côté, 37 % de personnes ont grandi dans une communauté autochtone (15 ans en communauté entre l'âge de 0 et 18 ans). Finalement, 39 % de personnes ont grandi à la fois en ville et en communauté autochtone (au moins 9 ans dans un des lieux).

Sources : Labrana Rolando, Carole Lévesque et Édith Cloutier. 2013. *L'enquête provinciale de l'Alliance de recherche ODENA : état d'avancement et résultats préliminaires*. Novembre 2013. Document de travail. INRS, Montréal.

La cartographie sociale et économique de la ville de Chibougamau

L'Alliance de recherche ODENA s'est également intéressée à la mobilité des Autochtones autour des villes où se trouve un centre d'amitié autochtone. À cet effet, elle a créé un nouvel outil méthodologique : la cartographie sociale et économique. Cet outil contribuera à mieux comprendre la population autochtone qui est desservie par un centre d'amitié autochtone, ainsi qu'à explorer un ensemble de réalités sociologiques qui peuvent transformer les dynamiques de mobilité entre les communautés autochtones et les villes. Pour construire cette cartographie sociale et économique, l'Alliance ODENA a utilisé des données provenant des recensements de 1996, 2001 et 2006 de Statistique Canada.

Afin de mieux circonscrire la mobilité des Autochtones, l'Alliance ODENA a développé un nouveau concept, celui de « zone d'influence territoriale ». La zone d'influence territoriale d'un centre d'amitié autochtone est l'aire de distribution et de circulation de la population autochtone à l'intérieur d'un territoire donné. À l'intérieur de cette zone, le centre d'amitié agit comme un pôle de convergence qui engendre une nouvelle mobilité ou circulation des individus.

La zone d'influence territoriale (ZIT) du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau a une superficie d'environ 303 680 km², et compte une population totale de 23 310 personnes, dont 13 800 ayant déclaré une identité autochtone (données du recensement de 2006). Cette zone d'influence correspond à la MRC de la Baie-James ainsi qu'au village et au territoire cri de Whapmagoostui. Elle inclut huit villages cris (Chisasibi, Eastmain, Mistissini, Nemiscau, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji et Whapmagoostui) et un établissement indien (Oujé-Bougoumou), de même que les villes de Chibougamau et Chapais, pour un total de 19 localités.



Crédit photo : CAEC

2.5 Tour de table avec les partenaires

Objectif

Comprendre la perception des partenaires quant aux services offerts aux Autochtones dans la ville de Chibougamau.

Animatrice

Jo-Ann Toulouse, directrice du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau

Participants/participantes

L'assemblée des partenaires

La fréquentation des services et programmes

Pour commencer la deuxième partie de la rencontre de partenaires, Jo-Ann Toulouse a d'abord invité les participants et participantes à faire un tour de table pour exprimer leur vécu par rapport à la fréquentation de leurs services et programmes par les Autochtones. Le directeur général de la Ville de Chibougamau, *Yves Blackburn*, a évoqué le processus de planification en matière d'urbanisme et la stratégie de développement résidentiel de la Ville. Monsieur Blackburn soulève le fait qu'à la suite de la planification stratégique et de quelques études réalisées par la Ville, « nous observons que Chibougamau a une présence autochtone importante avec une tendance à la hausse ». Dans cet ordre d'idées, il affirme que la ville souhaite connaître et répondre aux besoins de la communauté crie en matière d'habitation. Par conséquent, la ville prévoit mandater plusieurs experts pour appuyer la démarche de planification de développement du parc immobilier pour les cinq prochaines années.

Par ailleurs, Yves Blackburn voit d'un très bon œil l'établissement de rapports entre la Ville et le CAEC en ce qui concerne la culture et le tourisme, de façon à répondre aux besoins de la communauté autochtone. À cet effet, la directrice du CAEC Jo-Ann Toulouse a confirmé la volonté du CAEC de siéger au comité des loisirs de la ville de Chibougamau.

Manon Richmond, présidente du conseil d'administration du CAEC a ensuite posé une question en lien avec les statistiques des interventions de la Sûreté du Québec auprès des Autochtones. *François Bouchard*, adjoint à la gendarmerie de la Sûreté du Québec, a mentionné que 75 % des interventions de la Sûreté du Québec s'effectuent auprès des Autochtones. Par contre, les employés de la Sûreté du Québec perçoivent depuis 2 ans une diminution d'environ la moitié du nombre d'interventions, autant sur le plan des incarcérations que sur celui de la nuisance publique (ivresse sur la voie publique). De plus, la SQ a mis en place un service d'accompagnement qui a permis de diminuer les problèmes liés à la venue d'une foire à Chibougamau.

Nous sentons que nos interventions ont porté des fruits, de même que nous sentons que les Autochtones se responsabilisent, autrement dit, ils s'organisent pour rentrer dans leurs communautés de façon sécuritaire. Les Autochtones vont par exemple se prendre une chambre à l'hôtel [au lieu de rentrer dans leurs communautés en soirée].

François Bouchard

Une collaboration exemplaire a par ailleurs été établie entre la Sûreté du Québec et le Service de police autochtone des communautés crie de Mistissini, Waswanipi et Oujé-Bougoumou. La communication entre les services de police se fait donc très bien : « nous nous parlons régulièrement, ils se sentent chez [eux], et nous nous sentons chez nous chez eux », affirme François Bouchard. Sans pouvoir le confirmer, celui-ci croit que ces mêmes rapports existent avec la communauté innue de Mashteuiatsh et la communauté atikamekw d'Obedjiwan.

Par la suite, *Jean-Marc Michaud*, agent de liaison autochtone de la Sûreté du Québec, mentionne la double résidence de certains autochtones, qui possèdent une résidence en ville et sur la communauté. Monsieur Michaud suggère qu'il est primordial de documenter cette réalité. À cet effet, Rolando Labrana confirme d'ailleurs que la question de la résidence principale des répondants est abordée dans le cadre de l'enquête ODENA. Ensuite, Jean-Marc Michaud a parlé de l'importance de créer des liens avec les communautés autochtones, préoccupation d'ailleurs à l'avant-plan sous le gouvernement libéral de Jean Charest. Ainsi, les effectifs policiers au niveau provincial ont augmenté de 55 pour travailler avec les communautés autochtones. Jean-Marc Michaud, en tant qu'agent de liaison autochtone de la Sûreté du Québec, assure une liaison avec les services de police autochtones. Ces services sont profitables aux deux services de police. Monsieur Michaud insiste aussi sur l'importance de coordonner les efforts des différents services et instances (autant les services de la Ville, du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau, que les communautés autochtones à proximité).

Les enjeux et défis

Jo-Ann Toulouse a ensuite repris la parole pour demander aux participants de se prononcer sur des enjeux qui concernent les Autochtones en ville.

Jean Marc Michaud a affirmé qu'il est important de renseigner les jeunes autochtones sur les lois et la réglementation municipale. Il propose même de faire des présentations dans les communautés sur les réglementations ainsi que sur les lois qui entourent les embarcations. François Bouchard croit également qu'il faut sensibiliser les jeunes au besoin de prendre leurs responsabilités (payer leurs amendes, entre autres), sous peine de subir des conséquences. Ce besoin d'éducation se fait aussi sentir en protection de la jeunesse : les jeunes doivent apprendre l'importance de se présenter aux rendez-vous.

- **Langues**

L'intervenante du Centre de femmes Les Elles du Nord, *Laurie Guinard-Gélinas*, mentionne l'obstacle de la langue. Les intervenants sont aptes à intervenir en anglais, mais ils ne sont pas complètement bilingues. Afin de pouvoir intervenir en anglais, le Centre de femmes a contacté le Centre d'amitié Eenou de Chibougamau pour de l'aide avec la traduction afin de s'assurer la meilleure intervention possible.

Jo-Ann Toulouse indique que le CAEC aimerait accéder aux services de prévention et de sensibilisation du Centre de femmes Les Elles du Nord au moins une fois par année. Le CAEC voudrait ainsi aborder le respect de soi avec les jeunes de 12 ans et plus, avec l'aide du Centre des femmes. Jo-Ann Toulouse mentionne que le fait de pouvoir utiliser les autres services offerts dans la ville fait partie du filet de sécurité du CAEC.

- **Emplois**

Manon Fournier a ensuite présenté les défis auxquels fait face le Centre d'emploi de Chibougamau, qui gère le service public d'emplois et celui de l'aide sociale. La langue peut ici aussi constituer une barrière : un personnel non bilingue peut freiner l'accès à certains services. Ensuite, le centre local d'emploi doit souvent stimuler et motiver les personnes autochtones vers l'emploi et les formations. La méconnaissance de la culture autochtone de la part du personnel et la création d'un climat de confiance avec la clientèle autochtone sont d'autres défis à surmonter.

Le centre local d'emploi offre des services à Chibougamau, Chapais et Oujé-Bougoumou; un nouveau service est aussi en train de se mettre en place à Chisasibi. Malgré l'absence de statistiques officielles, Manon Fournier mentionne que le service de recherche d'emploi est très peu fréquenté par les Autochtones. Selon elle, cela s'explique par le fait que la majorité des Autochtones viennent à Chibougamau pour les études. La plupart sollicitent le centre local d'emploi pour faire une demande d'aide sociale, même s'il existe plusieurs autres portes où les Autochtones peuvent aller cogner, notamment le centre de Service Canada pour une demande d'assurance emploi, ce qui s'explique, d'après madame Fournier, par la méconnaissance des services disponibles pour les Autochtones. De plus, il reste difficile d'assurer un suivi de la participation des jeunes aux programmes, comme celui d'alternative jeunesse (un programme de justice alternative, qui permet aux jeunes contrevenants de faire des heures de service communautaire) : comme ils ne se présentent pas toujours aux rencontres, leurs dossiers sont fermés.

À ce sujet, Jean-Marc Michaud évoque le cas d'un projet pilote qui veut motiver les jeunes de trois communautés innues et les intéresser à suivre une formation pour devenir policier. Ce projet permet à des jeunes innus d'accompagner les policiers en patrouille pendant plusieurs mois.

Au centre local d'emploi, la plupart des Autochtones qui demandent des services sont des jeunes mères monoparentales, mais très peu d'hommes de 18 ans et plus. Pour les motiver, le centre local d'emploi a besoin de donner des formations en anglais aux Autochtones, pour insister, entre autres, sur l'importance de se mettre en mouvement aussitôt qu'ils reçoivent un soutien de l'aide sociale.

- **Protection de la jeunesse**

Éric Villeneuve aborde quant à lui les différences culturelles du point de vue de la protection de la jeunesse. En effet, les intervenants qui travaillent avec les Autochtones remarquent souvent une différence dans la perception culturelle d'une situation qui nécessite ou non un signalement à la protection de la jeunesse. De plus, les Autochtones se méfient des services de protection de la jeunesse. En effet, malgré une augmentation de la population autochtone dans la ville, la demande de services n'augmente pas. Par contre, les Autochtones vont plus souvent aller chercher des services dans leurs communautés, même s'ils demeurent à Chibougamau, ce qui devient problématique pour le service de protection de la jeunesse dans la gestion des dossiers.

Il existe une différence en ce qui concerne la notion de protection.

Éric Villeneuve

Ces préoccupations sont également partagées par d'autres centres d'amitié autochtone et d'autres villes, comme le remarque *Amélie Lainé*. Le dossier de la protection de la jeunesse sera d'ailleurs abordé avec le gouvernement du Québec par le RCAAQ dans le cadre du forum provincial SAMU à Québec durant la semaine du 24 mars 2014. La *loi sur la protection de la jeunesse* est malheureusement mal adaptée, puisqu'elle ne peut pas s'ajuster à d'autres cadres comme la réalité des Autochtones. En cas de problème, Amélie Lainé invite les gens à contacter le RCAAQ pour trouver des pistes de solutions.

Éric Villeneuve, du Centre de jeunesse Saguenay-Lac-Saint-Jean, a abordé le placement d'enfants autochtones dans des familles d'accueil non autochtones. Les enfants autochtones qui grandissent ainsi dans un autre type de culture s'en trouvent déracinés. À ce sujet, les services cris qui desservent la population dans les communautés ont interpellé le centre jeunesse pour trouver ensemble des familles d'accueil autochtones dans les communautés criées. D'après monsieur Villeneuve, il demeure difficile de trouver des familles dans les communautés autochtones qui répondent aux critères du centre jeunesse, puisque ceux-ci, contraignants, ne tiennent pas compte des particularités culturelles ni des principes d'éducation des parents autochtones. À l'inverse, le placement d'un enfant autochtone ayant grandi en ville dans une communauté peut également être problématique.

Il est important d'évaluer les familles en communauté pour voir si elles répondent aux critères du centre jeunesse.

Éric Villeneuve

Jo-Ann Toulouse prend la parole pour demander quelle est la compréhension du centre jeunesse sur l'adoption traditionnelle, particulièrement, sur la place de la famille élargie dans la vie de l'enfant. D'après Éric Villeneuve, le centre jeunesse ne possède pas de connaissances approfondies sur ce sujet, mais la loi indique qu'il faut d'abord regarder dans l'environnement immédiat de l'enfant avant de placer un enfant en famille d'accueil.

- **Hébergement**

Stéphane Parent, du Réseau Hommes Québec³, a pris la parole pour affirmer que la réalité autochtone est présente depuis environ un an dans son organisme. Les Autochtones, qui s'impliquaient peu dans les ateliers de groupe, sont aujourd'hui davantage présents (2-3 autochtones sur un groupe de 10 personnes). Depuis que l'hébergement d'urgence a démarré en octobre 2013, la majorité de la clientèle est autochtone, laquelle a des problèmes

Si tu es autochtone, souvent tu te fais refuser un hébergement.

Stéphane Parent

On travaille sur l'estime de soi, on travaille en communication, on travaille beaucoup sur des comportements violents.

Stéphane Parent

de violence ainsi que de consommation. Le Réseau Hommes Québec travaille en coordination avec les policiers qui amènent des Autochtones dégrisés au centre d'hébergement. La problématique d'hébergement est d'ailleurs complexe à Chibougamau en raison du manque d'hébergement; plus encore pour les Autochtones.

³ La Maison Oxygène-Raymond Ross est affiliée à L'Horizon, un programme de soutien pour hommes vivant avec la colère, et abrite également les bureaux du Réseau Homme Québec Nord-du-Québec, et un centre d'hébergement d'urgence.

Par ailleurs, Stéphane Parent évoque le défi de la langue, puisque les intervenants ne sont pas complètement bilingues, même si tout le monde se débrouille en anglais. Au sujet de l'hébergement, Jo-Ann Toulouse souligne la volonté qu'a eue le Réseau Hommes Québec d'accueillir des Autochtones lorsque le service d'hébergement du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau a fermé ses portes. Elle rappelle que le CAEC doit créer des « filets de sécurité » pour s'assurer du bien-être des Autochtones à Chibougamau.

Dans cet ordre d'idées, Jo-Ann Toulouse, attire l'attention sur le sujet de l'itinérance autochtone à Chibougamau. Depuis quelques années il existe une « itinérance autochtone invisible » à Chibougamau : « couch surfing » en hiver, et « camping » en été.

Amélie Lainé aborde par la suite l'importance du soutien des communautés crie pour le développement de programmes, particulièrement dans le milieu communautaire. Jo-Ann Toulouse croit pour sa part que le financement de la part des instances crie est une question de temps. Les Crie sont préoccupés par les problématiques d'hébergement dans la ville, ainsi que par les enjeux qui entourent les femmes et les hommes en situation de crise. Il existe également une volonté de créer des services d'hébergement pour des familles en situation de crise sur les communautés crie, ainsi que pour la guérison des hommes. Par contre, il est essentiel de continuer à travailler en partenariat, affirme-t-elle, parce qu'il existera toujours des personnes qui choisiront de sortir de la communauté pour venir chercher des services dans la ville de Chibougamau : c'est une réalité depuis l'émergence du centre d'amitié autochtone en 1969. Les Autochtones viennent chercher des services en ville en raison de l'anonymat qu'ils ne trouvent pas sur la communauté.

Il est essentiel de continuer à travailler en partenariat, parce qu'il existera toujours des personnes qui choisiront de sortir de la communauté pour venir chercher des services dans la ville de Chibougamau.

Jo-Ann Toulouse

• **Éducation**

Cinq pour cent (5 %) des élèves qui fréquentent la Commission scolaire de la Baie-James sont autochtones, selon Bianca Tremblay. La plupart des élèves autochtones étudient à Chibougamau (surtout aux écoles Vatican II et Notre-Dame-du-Rosaire) et Chapais. La Commission scolaire doit faire face à plusieurs enjeux : la barrière de la langue, le manque de motivation des élèves et des parents.

Tout d'abord, madame Tremblay parle du besoin de collaboration dans l'accompagnement des élèves et des parents sur le plan de la langue. Les directions scolaires n'ont pas l'obligation ni la capacité d'offrir des services en anglais, mais elles essaient de s'adapter. L'intégration des élèves autochtones est particulièrement difficile au secondaire parce qu'ils sont adolescents et qu'ils n'ont pas nécessairement d'amis à l'école, alors qu'au primaire, les élèves s'intègrent mieux dans les classes. En outre, la Commission scolaire essaie de composer avec l'absentéisme et le retard des jeunes autochtones. La Commission scolaire peut essayer de s'adapter quand les jeunes veulent aller à la chasse, mais il faut qu'ils s'adaptent aussi au rythme d'enseignement, affirme madame Tremblay. Bianca

La Commission scolaire peut essayer de s'adapter quand les jeunes veulent aller à la chasse, mais il faut qu'ils s'adaptent aussi au rythme d'enseignement.

Bianca Tremblay

Tremblay a également évoqué le fait que les parents d'élèves autochtones sont peu impliqués (ils ne viennent pas à la remise du bulletin de notes, par exemple, ou sont difficiles à joindre).

Du côté de la petite enfance, Jo-Ann Toulouse mentionne que le CPE Awash Utamet est en révision finale auprès du ministère de la Famille. Un appel d'offres aura lieu au printemps pour commencer la construction à l'été 2014. Il s'agit d'un CPE qui aura 30 places autochtones et 30 places non autochtones.

Manon Richmond prend la parole pour dire que la semaine d'amitiés interculturelles avait auparavant lieu avec la participation de plusieurs enfants, ce qui permet une meilleure sensibilisation. « Je pense qu'il doit avoir une continuité, pour encourager cet esprit de collaboration. De plus, je crois que c'est important, le travail qui se fait en communication, pas seulement dans la ville, mais aussi dans les communautés autochtones, parce qu'il y a des jeunes autochtones qui viennent en ville en provenance des communautés », croit madame Richmond.

Des pistes de solution

Jo-Ann Toulouse remercie les participants d'avoir apporté des constats et partagé leurs préoccupations, et les invite ensuite à communiquer leurs pistes de solutions. Les organismes veulent-ils faire partie de la solution? Voulons-nous resserrer les partenariats déjà existants? Comment devons-nous agir?

Laurie Guinard-Gélinas propose d'abord de traduire les communiqués des Elles du Nord en anglais pour que les Autochtones se sentent concernés. Dans le même ordre d'idées, Jean-Marc Michaud mentionne que la Sûreté du Québec offre des programmes de prévention qui pourraient être traduits à l'anglais. Monsieur Michaud a évoqué l'exemple d'une capsule qui a déjà été traduite à l'anglais et à l'atikamekw, et qui pourrait également être traduite en cri si nécessaire. Mais ce qui est plus important, d'après lui, c'est que la population dans son entier travaille vers ce changement et que les gens se sentent impliqués dans les activités, particulièrement les jeunes. François Bouchard pense quant à lui que le rôle de la Sûreté du Québec est d'appuyer les initiatives, et non pas d'en être les initiateurs.

On se sent moins seul, parce qu'il existe des défis communs et qu'il est possible de développer une belle association.

Laurie Guinard-Gélinas

Dans un autre ordre d'idées, Jo-Ann Toulouse ramène le sujet de la clinique Minowé de Val-d'Or, ainsi que de la clinique Acokan qui vient d'être lancée il y a quelques semaines à La Tuque. À Chibougamau, le Centre d'amitié Eenou de Chibougamau a amorcé des démarches pour la création d'une clinique adaptée aux Autochtones en collaboration avec le centre jeunesse et le CSSS. « Nous souhaitons également être encadré par les personnes qui ont développé ce modèle de clinique », affirme-t-elle. Il est tout à fait pertinent, selon Amélie Lainé, de partager les expériences, parce qu'il s'agit des mêmes enjeux et défis. Jo-Ann Toulouse précise que les Cris s'intéressent à ce projet qui permettrait aux Autochtones qui habitent ou qui sont de passage à Chibougamau d'obtenir des services en santé et services sociaux adaptés à leurs besoins et répondant à leurs attentes.



| Dernier tour de table |

La rencontre s'est terminée par un dernier tour de table afin de recueillir les impressions des participants sur cette rencontre. Ils se sont dits satisfaits de la rencontre très enrichissante et instructive, et de la présence de nombreux intervenants.

Plusieurs participants ont constaté qu'ils partageaient un but commun, malgré leurs rôles différents. Ainsi, Stéphane Parent voit une volonté conjointe de lutter contre le racisme et pour le droit à de bons services pour tous les habitants de Chibougamau. Nicolas Paillard, du CAEC, a également mentionné l'importance pour les acteurs du milieu communautaire de se rencontrer pour partager leurs préoccupations et chercher des solutions. « On se sent ainsi moins seul », constate Laurie Guinard-Gélinas, et des partenariats sont envisageables (Mélanie Labonté, Manon Fournier).

Je suis heureuse de cette journée et que les gens aient été au rendez-vous. Il est positif que les gens soient en mesure de parler de ces problématiques.

Mélanie Labonté

La présidente du CAEC, Manon Richmond, fut heureuse de connaître les résultats de l'enquête de l'Alliance de recherche ODENA, qui permettent de mettre en chiffres les réalités autochtones en milieu urbain. Rolando Labrana a confirmé l'importance de comprendre les spécificités de Chibougamau en ce qui a trait aux questions autochtones, réalité documentée à travers les différents séjours effectués dans le cadre de l'enquête. Il s'est également montré heureux de l'intérêt de monsieur Yves Blackburn de la Ville de Chibougamau dans les résultats d'ODENA en ce qui concerne les conditions de logement des Autochtones à Chibougamau; il espère que ceux-ci seront pris en considération lors de la planification stratégique des logements. Il appelle aussi au renforcement des liens entre Autochtones et Jamésiens dans la région.

Le travail réalisé par le Centre jeunesse avec les communautés autochtones a été souligné par Amélie Lainé et Marie-Pierre Lainé. Bianca Tremblay, pour sa part, affirme que les élèves autochtones sont traités comme les élèves non autochtones dans la Commission scolaire de la Baie-James. Elle croit également qu'il faut solliciter l'appui des parents autochtones auprès de leurs enfants, pour assurer la réussite scolaire.

Éric Villeneuve s'est inquiété de la façon de traduire concrètement tout ce qui a été échangé lors de cette rencontre et sur la façon de donner suite aux préoccupations. Ces préoccupations seront exposées lors de la rencontre provinciale durant la semaine du 24 mars 2014, rappelle Amélie Lainé, afin que les interlocuteurs connaissent et comprennent les besoins locaux.

Il est important que les acteurs locaux se rencontrent, parce qu'il faut avant tout répondre aux besoins de la population locale.

Jo-Ann Toulouse

Jo-Ann Toulouse clôt cette rencontre en précisant que le conseil d'administration et des groupes de travail du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau vont discuter de ce qui peut être mis en place et sur la façon de collaborer. L'Alliance ODENA reviendra par ailleurs présenter les résultats de son enquête à la communauté autochtone.

Cette présentation pourrait être ouverte au grand public. De telles rencontres entre les acteurs locaux sont importantes, puisqu'il faut répondre avant tout aux besoins de la population locale.

| ANNEXES |

Annexe A : Participants I Participantes

YVES BLACKBURN, directeur général
Ville de Chibougamau

JOSÉE BOLDUC, directrice
Office municipal d'habitation de Chibougamau

FRANÇOIS BOUCHARD, adjoint à la gendarmerie
Sûreté du Québec

MANON FOURNIER, chef d'équipe
Centre local d'emploi de Chibougamau

SANDRA FRÉCHETTE, coordonnatrice régionale des opérations
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

LAURIE GUINARD-GÉLINAS, intervenante
Centre de femmes les Elles du Nord

MÉLANIE LABONTÉ, coordonnatrice jeunesse
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau

ROLANDO LABRANA, assistant de recherche
Alliance ODENA / Réseau DIALOG

AMÉLIE LAINÉ, coordonnatrice des programmes
Regroupement des centres d'amitié du Québec

MARIE-PIERRE LAINÉ, technicienne comptable
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

JESSICA MARCEAU, coordonnatrice communautaire
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau

JEAN-MARC MICHAUD, agent de liaison autochtone
Sûreté du Québec

NICOLAS PAILLARD, coordonnateur des communications
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau

STÉPHANE PARENT, coordonnateur clinique et responsable de la maison d'hébergement
Maison Oxygène-Raymond-Ross et Réseau Hommes Québec

JESSICA THISDALE, représentante Jeunesse
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau

MANON RICHMOND, présidente du conseil d'administration
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau

BIANCA TREMBLAY, directrice du service des ressources éducatives
Commission scolaire de la Baie-James

ÉRIC VILLENEUVE, chef de service
Centre jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Annexe B : Fiches d'information

FICHE D'INFORMATION

PROFIL SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DE LA POPULATION AUTOCHTONE À CHIBOUGAMAU

Faits saillants tirés de **Cartographie sociale et économique de la population autochtone des villes du Québec. La ville de Chibougamau et la zone d'influence territoriale du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau**. Rapport de recherche. Carole Lévesque, Philippe Apparicio, Martin Gagnon, Édith Cloutier, Jo-Ann Toulouse et Josée Goulet. 2011. Cahier ODENA no. 2011-03. Alliance de recherche ODENA, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Montréal.

www.odena.ca

LA POPULATION AUTOCHTONE À CHIBOUGAMAU

Entre 1996 et 2001, la population autochtone de la ville de Chibougamau a augmenté de 50 %: cette population se chiffrait à 105 en 1996 alors qu'elle se chiffre à 145 personnes en 2001.

Depuis 2001, la population autochtone de la ville de Chibougamau est pratiquement stable. Elle est de 140 personnes en 2006.

UNE POPULATION NOMBREUSE D'INDIENS INSCRITS

Pratiquement toutes les personnes ayant une identité autochtone sont inscrites au Registre des Indiens : en 2006, cette proportion atteint 98,5 % dans la zone d'influence, soit plus que dans toute autre zone.

SITUATION FAMILIALE

Une majorité de la population est formée d'enfants vivant avec au moins un parent : ils constituent 52,1 % des effectifs autochtones de la zone d'influence en 2006, la seule où ils sont majoritaires avec la zone d'influence de La Tuque.

INDICATEURS ECONOMIQUES

Une forte proportion des revenus provenant des emplois : elle atteint 75,6 % en 2005 dans la zone d'influence du CAEC, soit davantage que dans toute autre zone ainsi que dans la population du Québec (73,2 %).

Plus d'un homme sur cinq au chômage : le taux de chômage des hommes autochtones de la zone d'influence atteint 21,9 % en 2006, en baisse de seulement 0,5 % depuis 1996.

LA SITUATION ECONOMIQUE DES FEMMES AUTOCHTONES EST PLUS PERFORMANTE

Le revenu des femmes autochtones est presque aussi élevé que dans la population du Québec : leur revenu atteint 95,8 % de celui des Québécoises en 2005, soit la plus forte proportion de toutes les zones d'influence.

FICHE D'INFORMATION

PROFIL SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DE LA POPULATION AUTOCHTONE À CHIBOUGAMAU

Faits saillants tirés de **Cartographie sociale et économique de la population autochtone des villes du Québec. La ville de Chibougamau et la zone d'influence territoriale du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau**. Rapport de recherche. Carole Lévesque, Philippe Apparicio, Martin Gagnon, Édith Cloutier, Jo-Ann Toulouse et Josée Goulet. 2011. Cahier ODENA no. 2011-03. Alliance de recherche ODENA, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Montréal.

www.odena.ca

LANGUE AUTOCHTONE

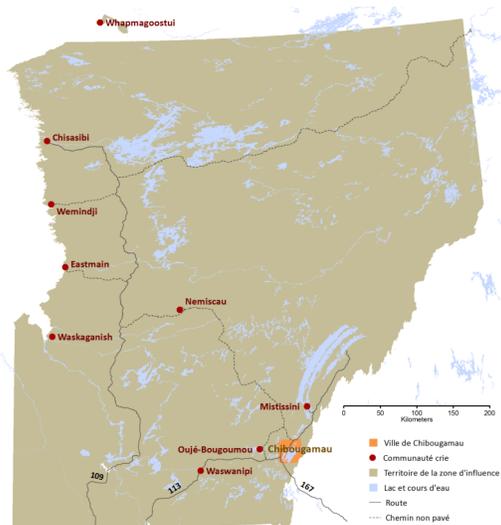
La plupart des résidents autochtones de la ville de Chibougamau parle la langue crie.

QU'EST-CE LA ZONE D'INFLUENCE TERRITORIALE D'UN CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE ?

La zone d'influence territoriale d'un centre d'amitié autochtone est l'aire de distribution et de circulation de la population autochtone à l'intérieur d'un territoire donné. Ce territoire est déterminé selon plusieurs échelles : municipalité, agglomération, municipalité régionale de comté (MRC) et regroupement de MRC, et intègre, selon le cas, les villes, villages, communautés ou autres lieux de rencontre saisonniers ou permanents. Ce territoire est également traversé de nombreuses infrastructures. Cette zone d'influence territoriale est le théâtre d'un ensemble de relations de diverses natures (sociales, commerciales, économiques, etc.). À l'intérieur de cette zone, le centre d'amitié agit comme un pôle de convergence qui engendre une nouvelle mobilité ou circulation des individus. La zone d'influence se mesure à la fois sous l'angle démographique et sous l'angle des services offerts à la population concernée.

La portée spatiale d'un centre d'amitié autochtone

La présence d'un centre d'amitié autochtone dans une ville engendre une nouvelle dynamique territoriale pour la population autochtone de l'endroit et des environs. À partir des données du recensement canadien, nous proposons un nouvel agencement des données statistiques et spatiales relatives à la population autochtone résidant dans ces villes ou dans les communautés environnantes en matière d'identité, d'âge, de sexe, de situation socioéconomique, de langue et de mobilité.



Sources : Statistique Canada, recensement de 2006; ministère des Transports du Québec, 2011.

LA ZONE D'INFLUENCE DE CHIBOUGAMAU

La zone d'influence de Chibougamau comprend l'essentiel du territoire équivalent à une MRC de Baie-James (la partie sud de la région administrative Nord-du-Québec), ainsi que le village et la Terre crie de Whapmagoostui. En sont exclues les populations des municipalités de Baie-James, Lebel-sur-Quévillon et Matagami. La zone d'influence comporte au total dix-sept localités, soit deux villes (Chapais et Chibougamau), huit villages cris, huit Terres cries et un établissement cri. Elle occupe une superficie totale d'environ 303 680 km² en date du recensement de 2006. En 2006, elle compte une population totale de 23 310 personnes dont 13 800 ayant déclaré une identité autochtone. En plus des habitants de la municipalité de la ville de Chibougamau elle-même, la zone d'influence du CAEC considère les résidents de la totalité du territoire de la Baie-James précité (Eeyou Itschee) notamment celle des neuf communautés cries.

FICHE D'INFORMATION

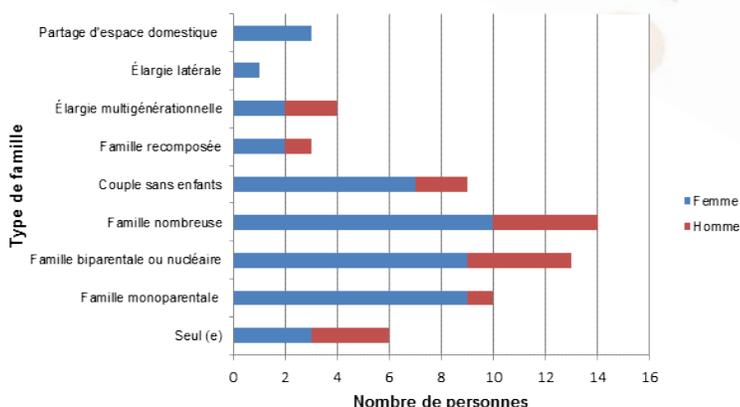
RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DE L'ENQUÊTE RÉALISÉE AUPRÈS DE LA POPULATION AUTOCHTONE DE LA VILLE DE CHIBOUGAMAU, FÉVRIER 2014 (échantillon = 80 personnes)



L'enquête provinciale de l'Alliance de recherche ODENA vise à recueillir des informations de première main sur les conditions de vie des Autochtones qui résident de manière permanente ou temporaire dans les villes du Québec. Cette fiche présente les résultats préliminaires de l'enquête en cours. Pour en savoir plus, consulter : <http://www.odena.ca/fr/recherche/enquete-provinciale-110/>.

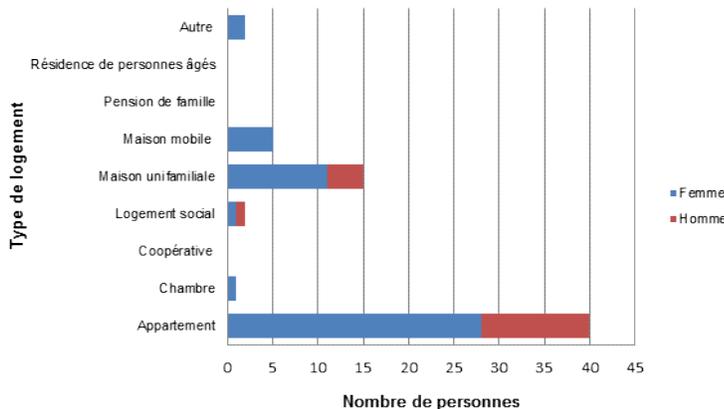
Ménages

17% vivent dans une famille nombreuse ; 16 % des personnes habitent avec leur famille nucléaire



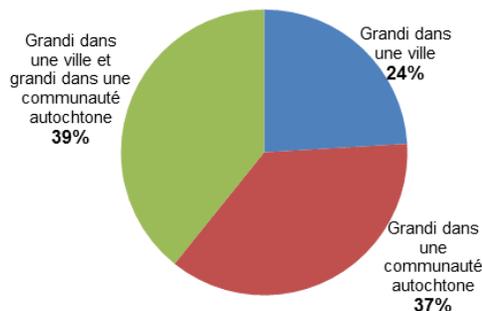
Note: 2 personnes non-applicable ; 15 personnes de passage

61 % des personnes habitent en appartement



Mobilité

Note: 15 personnes n'habitent pas la ville de Chibougamau

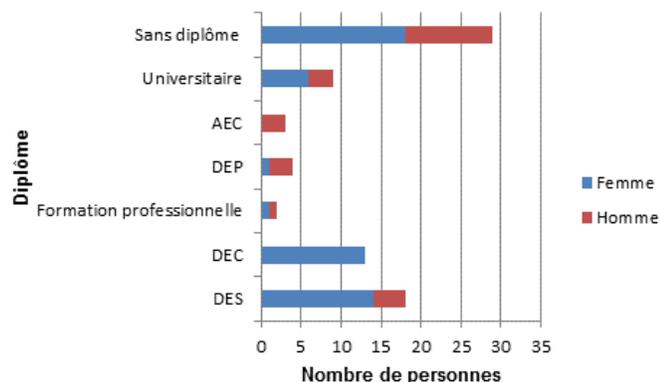


FICHE D'INFORMATION

RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DE L'ENQUÊTE RÉALISÉE AUPRÈS DE LA POPULATION AUTOCHTONE DE LA VILLE DE CHIBOUGAMAU, FÉVRIER 2014 (échantillon = 80 personnes)

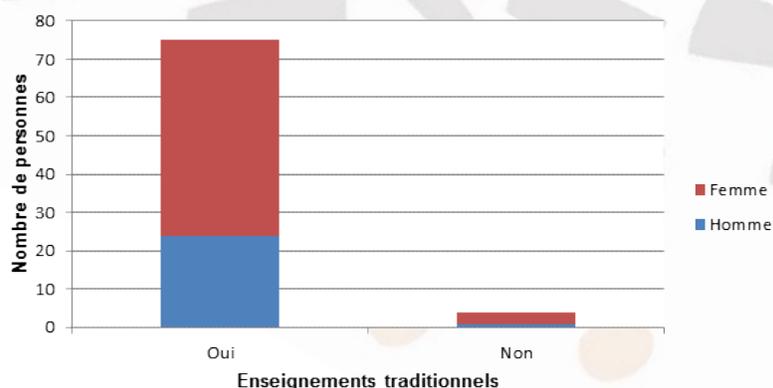
Diplomation

63 % des personnes détiennent au moins un diplôme



Savoirs traditionnels

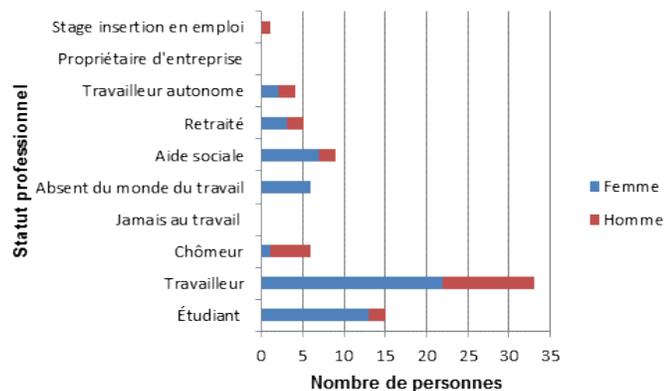
95 % des répondants ont reçu des enseignements traditionnels



Note: 2 personnes n'ont pas répondu

Statut professionnel

46% des personnes sont sur le marché du travail



Note: 1 personne sans information



Centre d'amitié Eenou de Chibougamau

Mis sur pied en 1969, le Centre d'amitié Eenou de Chibougamau fut le premier centre d'amitié autochtone à ouvrir ses portes au Québec (sous le nom de Centre indien Cri de Chibougamau). Sa mission est d'encourager la compréhension entre Autochtones et allochtones et de favoriser la participation des Autochtones à la société urbaine. Le Centre participe aussi à la promotion de la culture et des traditions autochtones à travers une boutique d'artisanat qui propose une vaste gamme d'objets artistiques.



odena

ARUC-CURA

Les Autochtones et la ville au Québec :
identité, mobilité, qualité de vie et gouvernance



REGROUPEMENT
DES CENTRES D'AMITIÉ
AUTOCHTONES DU QUÉBEC